

Lundi 4 novembre 2013

Ras-le-bol social

La suspension de l'écotaxe et les mises en garde du gouvernement sur les risques de dérapage n'ont rien changé à l'affaire : la manifestation de samedi à Quimper a été un succès. C'est que le malaise est profond. Depuis des mois la Bretagne, comme bien d'autres régions, vit au rythme des suppressions d'emplois, touchant l'agro-alimentaire (les abattoirs Doux, Gad ou Tilly-Sabco, l'usine de transformation de saumon Marine Harvest, etc.), mais aussi les sites PSA ou Alcatel à Rennes.

Les 15 à 30 000 manifestants de Quimper (agriculteurs, commerçants, artisans et surtout salariés, chômeurs et beaucoup de jeunes) ont crié leur colère contre les licenciements, l'écotaxe, mais aussi la baisse de leur pouvoir d'achat due aux bas salaires alors que les impôts augmentent.

Des patrons qui pleurent la bouche pleine

L'écotaxe n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le ras-le-bol social. Mais le patronat s'est aussitôt engouffré dans la brèche, reprenant le refrain connu du coût du travail et de la compétitivité. En fait, les patrons n'ont jamais eu autant de libertés et de subventions publiques... et jamais autant licencié.

La famille Doux, 146e fortune française, est réputée pour avoir touché plus d'un milliard d'euros de subventions européennes en quinze ans au titre de la Politique agricole commune.

Doux et Tilly-Sabco justifient d'ailleurs les suppressions d'emplois par la fin des subventions européennes à l'exportation de viande de volaille annoncée en début d'année. En 2012, Tilly-Sabco a réalisé deux millions d'euros de bénéfices. Et Marine Harvest a déclaré 113 millions d'euros de bénéfices au premier semestre 2013...

Le « Collectif des acteurs économiques de la Bretagne », dont le chef de file est le président du Medef Bretagne, profite de la situation même s'il n'a jamais envisagé de se joindre à la manifestation de Quimper. Il s'estime satisfait de la suspension de l'écotaxe et du dialogue renoué avec le gouvernement : un dialogue sur fond de nouvelles subventions bien sûr.

En Bretagne comme dans le reste du pays : tous ensemble, derrière les travailleurs !

Au même moment et 70 km plus loin, à Carhaix, la CGT, le Front de gauche et les Verts organisaient leur petite manifestation à part, se disant les seuls à porter vraiment les revendications des salariés.

Effectivement, les salariés doivent se méfier des patrons qui parlent à leur place, surtout quand ce sont ceux qui les licencient. Raison de plus pour s'adresser à ceux qui manifestaient plutôt que de leur tourner le dos. Quant à Mélenchon, il a trouvé malin de traiter les manifestants de Quimper de « nigauds », estimant « qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres ».

Les travailleurs, qui formaient le gros des manifestants de Quimper, n'ont pas besoin de leçon de morale, mais de perspectives. Le contraire de ce que fait Mélenchon.

Faute de quoi, ce seront d'autres qui occuperont la place et utiliseront la colère des travailleurs pour mettre en avant leurs propres revendications.

En Bretagne comme ailleurs, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'organiser s'ils veulent que ce soient leurs revendications qui soient mises en avant : interdiction des licenciements, hausse des salaires, imposition des plus riches et des revenus du capital.

Ils pourraient alors entraîner avec eux le reste la population (artisans, agriculteurs, petits commerçants, etc.), tout en ne restant pas cantonnés aux seuls Bretons, mais en s'adressant au reste du pays qui connaît les mêmes problèmes.

Être son propre porte-parole, c'est encore le meilleur moyen qu'on ne parle pas à sa place !

On leur fera reboucher leur champagne

Alors que les médias annonçaient la sortie de la dernière C3 à PSA Aulnay, la direction se félicitait de la signature des accords compétitivité. Fermeture de site pour les uns, conditions de travail aggravées pour les autres. Dorge, DRH du groupe, jubile et précise : « *L'ANI implique un maintien de l'emploi, en échange de quoi des baisses de salaires sont possibles. Chez PSA, je ne peux pas m'engager sur le maintien de l'emploi, mais on ne baisse pas les salaires non plus.* »

En fait l'accord PSA, c'est la baisse des salaires (qui suivra l'inflation), plus celle des emplois ! C'est donc presque pire que l'ANI, l'accord national interprofessionnel de régression sociale déjà imposé par Hollande à tout le pays. Mais nous pourrions bien prendre le coup de sang et transformer les rêves de patrons en leurs pires cauchemars.

Que ça leur serve de leçon

Suite au débrayage contre l'accord à La Garenne, l'inspection du travail a été saisie et a répondu par un beau camouflet à la direction revancharde. Elle lui rappelle notamment quelques fondamentaux du droit de grève sur lesquels elle s'était assise.

Elle n'avait pas hésité à prétendre par exemple qu'il revient aux grévistes de se déclarer à leurs chefs, ni à exercer des pressions individuelles pour désamorcer ce conflit collectif. Tout ça n'est que pure foutaise, mais parole d'évangile pour tous ses managers. Gageons que certains y regarderont maintenant à deux fois avant de se faire la voix de leur maître.

Ça brade du vent

C'est vendu comme une « contrepartie » : dès l'accord antisocial PSA signé, de nouvelles remises commerciales sont annoncées par la direction. À y regarder de près, entre des remises collaborateurs sur des révisions qui auraient pu être instaurées depuis longtemps, et ce qui a tout l'air de simples soldes de fin d'année, on voit bien que mêmes les « heureux » acheteurs n'y trouveront pas de quoi compenser le gel de leur salaire. L'opération, qui expire fin 2013, ressemble plus à une braderie pour des besoins commerciaux... et faire avaler avec quelques centaines de milliers d'euros la centaine de millions que la direction racle sur notre dos.

Les bénis oui-oui

4 des 6 syndicats, FO, SIA, CFTC, CGC ont décidé de signer le « contrat social » de PSA. Ils ont fait le choix de brader nos droits, de baisser notre pouvoir d'achat et de participer à la dégradation de nos conditions de travail sans même le moindre engagement sur le maintien de l'emploi.

Même si PSA a trouvé des bureaucrates pour l'aider à mettre en application ses attaques, nous devons continuer à nous mobiliser contre cet accord.

Nous aussi on peut signer un accord entre nous

Après les débrayages dans tous les sites chaque semaine depuis septembre, 10 000 salariés dans le groupe ont signé la pétition exprimant leur refus de toutes les mesures de régression sociale prévues.

Autant de collègues qui doivent se préparer à combattre chaque étape de la mise en œuvre de ces accords dans les prochains mois.

À Poissy, la direction a reculé

Mercredi 30 octobre, 7 syndicalistes de Sud Poissy ont arrêté leur grève de la faim commencée 42 jours plus tôt. La direction s'engage à leur attribuer un travail correspondant à leur qualification, à leur payer la quasi-totalité des jours de grève et à leur accorder une convalescence de 3 mois.

Preuve s'il en fallait que tout ce que les grévistes reprochaient à la direction était vrai.

« Par ici la sortie »

Ce slogan de PSA est décliné sur tous les tons dans tous les sites du groupe. À coups de mails, prospectus et affiches pour encourager les salariés à quitter l'entreprise. Après le forum SNCF et les autres, ceux de PSA Carrières ont eu droit à un placardage dans le self de posters type agence de voyage qui vend du rêve, destination : Midi-Pyrénées. Bientôt des affiches avec plages, cocotiers et mer d'azur ? Mais en Midi-Pyrénées, comme partout, c'est pas parce qu'on y déménagera, qu'on y sera protégé longtemps des restructurations et licenciements.

Ras-le-bol de cette exploitation !

À PSA Mulhouse la direction vient d'annoncer une augmentation des cadences sur la ligne de montage de la Peugeot 2008. De 45 véhicules à l'heure elle veut passer à 50. La production a déjà augmenté de 30 % depuis le début de l'année et, dans le même temps les effectifs ont baissé de 353 personnes.

Chômage et cadences infernales sont les moyens qu'ils croient avoir trouvé pour augmenter leurs profits. C'est un autre son de cloche qu'il faut leur faire entendre.

Versez aux drapeaux rouges !

L'Étincelle dénonce inlassablement les faits et les méfaits de la direction, l'exploitation capitaliste en général, et propose un changement révolutionnaire de la société.

Espérant toujours mettre le feu aux poudres, nous sollicitons votre soutien financier, n'étant subventionnés ni par PSA, ni par l'État.

Versez à la collecte pour aider à la parution du bulletin ce mardi matin et aussi l'après midi à la porte des Fauvelles.